



REVUE DE PRESSE N°032 DU MARDI 11 FÉVRIER 2025

L'actualité reste toujours marquée par la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC. Les journaux parus ce mardi reviennent sur le sujet.

"Potentiel" vient en premier en informant que le Président de la République, Félix Tshisekedi, a reçu hier lundi 10 février à la Cité de l'Union africaine, plusieurs membres du Gouvernement pour discuter des résultats de leur participation à la session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme, tenue le 7 février à Genève, en Suisse. Cette session, rappelle ce tabloïd, a porté sur la situation sécuritaire et humanitaire préoccupante dans l'Est du pays.

ACP revient en indiquant que le Chef de l'État a été informé de l'arrivée dans un avenir proche, d'une mission d'enquête des Nations unies sur les crimes et exactions de l'armée rwandaise dans l'Est de la RDC. Le Gouvernement congolais se félicite également, indique l'agence, que les pays participants exigent de l'agresseur rwandais, le retrait de ses troupes du territoire congolais.

Dans le même registre, **REPORTAGES** rapporte que le ministre de la Communication et Médias, Patrick Muyaya, lors du briefing spécial animé, hier lundi 10 février, a apporté un éclairage sur la situation sécuritaire et humanitaire qui prévaut dans l'est de la RDC avec la ville de Goma, comme épicrocent. Il a indiqué que face à ce carnage, la voix de la RDC ne résonne plus seule mais avec un bon nombre de pays voire le monde entier et que le discours du mensonge du Rwanda sous la houlette de son président, Paul Kagame ne passera plus comme une lettre à la poste.

INFOS27 titre : « **Le VPM de la Défense en visite de travail à Beni** ». Dix jours après l'invasion de Goma par les militaires rwandais agissant sous couvert des rebelles du M23, le vice-Premier ministre en charge de la Défense nationale, Guy Kabombo, est arrivé lundi 10 février à Beni, devenue momentanément le chef-lieu de la province du Nord-Kivu. Cette visite intervient dans un contexte sécuritaire critique marqué par la progression des terroristes soutenus par le Rwanda et les attaques répétées des ADF contre les civils, fait savoir ce quotidien.

Accompagné du chef d'état-major adjoint en charge des opérations et de renseignements de l'armée congolaise, le lieutenant-général Ychalingonza Nduru, selon **La Référence**, le patron de la défense nationale effectue cette visite sous les directives présidentielles visant à renforcer l'efficacité des opérations des FARDC sur le terrain.

De son côté, **LA PROSPERITE** signale que le ton change véritablement après la phase de condamnation de l'agression du Rwanda contre la RDC. L'heure est désormais aux sanctions. Le nouveau Gouvernement belge a pris à bras-le-corps la crise à l'Est de la RDC. A cet effet, note ce journal, la Belgique appelle le Rwanda à se retirer du territoire congolais. C'est désormais Maxime Prévot, le nouveau Ministre belge des Affaires Etrangères qui prend le devant.

Toujours en lien avec la situation dans l'est de la RDC, **LA TRIBUNE DES TROPIQUES** écrit : « **Des pillards aux arrêts !** ». Le quotidien fait état de l'arrestation des dizaines de militaires et d'éléments d'autodéfense dits "Wazalendo". Ces derniers, explique le journal, sont accusés d'avoir commis des meurtres et des pillages dans certains villages du territoire de Kabare et dans la ville de Bukavu, chef-lieu de la province du Sud-Kivu. Selon la société civile locale citée par cette source, au moins neuf personnes auraient été tuées à Miti et Kavumu vendredi soir, alors que des scènes de pillages étaient signalés dans plusieurs villages de Katana jusqu'à Nyangezi.

Enfin, **REPORTAGES** revient en indiquant que le tribunal militaire garnison de Bukavu a ouvert le lundi 10 février, le procès en procédure en flagrance, de ces 84 militaires venus de différentes unités pour meurtre, vols et pillages, révolte, dissipation des munitions et fuite devant l'ennemi à Katana, Mululu, Miti, Murhesa, Mudaka et Kamanyola. Des faits commis lors de fuite devant les terroristes du M23, rappelle le portail, qui note que ces militaires ont tiré des coups de feu dans les villages, créant une panique au sein de la population.

